

DES ÉLUS, PAS DES MARIONNETTES !

On ne peut pas faire une campagne électorale anticapitaliste et écologiste pendant 2 mois et accepter la tutelle de la gauche institutionnelle pendant 5 ans : Le NPA a proposé au PCF et au Parti de Gauche de constituer ensemble une alliance anticapitaliste qui s'engagerait à ne pas gérer les régions avec le PS ou Europe-Écologie pour rester indépendante du social-libéralisme. Malheureusement, ces partis ont rejeté cette proposition. C'est pourquoi les conseillers régionaux NPA se battent contre la droite et les politiques de droite, ce qui passe par leur non participation à toute majorité avec des partis socio-libéraux et par leur refus d'être liés par un engagement à voter le budget : ils ne voteront que les mesures sociales et écologistes qui vont dans l'intérêt de la population.

Savoie : Myriam COMBET, 41 ans, secrétaire

Isère : François MARCHIVE, 37 ans, postier

Drôme : Ghislaine CARLES, 57 ans, enseignante

Haute-Savoie : Sébastien DI NICOLANTONIO, 21 ans, assistant d'éducation

Rhône : Catherine FAIVRE D'ARCIER, 46 ans, infirmière

Loire : Denis RIVIER, 57 ans, technicien en électronique

Ain : Carole GUENARD-GERBAUD, 51 ans, éducatrice spécialisée

Ardèche : Stéphane MOULAIN, 41 ans, professeur en collège

VENEZ ÉCHANGER AVEC MYRIAM COMBET ET LES CANDIDATS NPA :

- » le mardi 9 février / **Bourg en Bresse** (20h. Ancienne Maison des Syndicats. Al. des Brotteaux)
- » le lundi 1 mars / **Vénissieux** avec OLIVIER BESANCENOT (20h salle Jolliot-Curie)
- » le jeudi 4 mars / **Annecy** (20h salle Yvette Martinet 15 avenue des îles)
- » le vendredi 5 mars / **Valence** (20h15, Maison des syndicats)
- » le mardi 9 mars / **Saint-Étienne**
- » le mercredi 10 mars / **Grenoble** (20h30. Maison des Associations, 6 rue Berthe de Boissieux)
- » le jeudi 11 mars / **Chambéry** (20 h, Espace Pierre Cot, quai des Allobroges)

Pour soutenir notre campagne, vous pouvez aider financièrement la liste "Anticapitalistes! tout changer, rien lâcher". Liste présentée par le NPA et soutenue par Olivier Besancenot" menée par Myriam Combet, (conformément aux dispositions de l'article L. 52-8 du Code électoral).

Les dons doivent être envoyés par chèque à l'ordre de "Laurent Ripart mandataire financier de Myriam Combet" à Laurent Ripart, 1 rue de Boigne, 73000 Chambéry. Tout don fera l'objet d'un reçu-don ouvrant droit à une réduction d'impôt de 66% de son montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. »



"Les élections régionales de mars 2010 sont l'occasion de dire dans les urnes notre refus de la politique du gouvernement et d'affirmer qu'une autre gauche est possible. J'apporte tout mon soutien à la liste menée par Myriam Combet."

Olivier BESANCENOT

CONTACTS NPA : Ain : contact@npa01.org / Ardèche : npa07@orange.fr / Drôme : NPA26-07@orange.fr / Isère : npa.isere@gmail.com / Loire : npa.saintetienne@gmail.com / Rhône : npa69@npa69.eu.org - tél : 04 78 39 89 63 / Haute-Savoie : comitenpa74@gmail.com / Savoie : npa.73@laposte.net

<http://npa-regionales2010.org/>

Elections régionales des 14 et 21 mars 2010

ANTICAPITALISTES!

En Rhône-Alpes

Liste soutenue par Olivier BESANCENOT



liste conduite par Myriam Combet, conseillère régionale sortante

TOUT CHANGER...

À mi-mandat, le bilan de Sarkozy est lourd : bouclier fiscal pour les plus riches, privatisation de la Poste, droit à la santé et à l'IVG bafoué, recul des libertés publiques, baisse du pouvoir d'achat, taxe carbone qui ponctionne les ménages modestes mais pas les gros pollueurs, retour d'un débat raciste sur l'identité nationale... Le NPA s'oppose à ces choix politiques: il faut prendre l'argent des profits, redistribuer les richesses, et mettre ces moyens au service de la population.

L'ARGENT PUBLIC POUR LES SERVICES PUBLICS

20 régions sur 22 sont gérées depuis 2004 par le PS et ses alliés PCF et Verts. Ils prétendaient en faire des contre-pouvoirs pour résister à la droite. Ils prétendaient mener des politiques différentes, solidaires, en faveur de la population.

Mais ce fut le règne du consensus politique avec la droite : en Rhône Alpes, subventions sans contrôle pour les entreprises, même celles qui licencient, financement de la recherche privée pendant que l'État démantèle la recherche publique, financement au-delà des obligations légales de l'enseignement privé alors que l'État supprime des postes dans l'Éducation Nationale, fermeture de services hospitaliers et transports de proximité saturés et onéreux, parfois cédés au privé.

La gauche institutionnelle considère le capitalisme comme un horizon indépassable et elle conduit des politiques que la droite approuve.



...RIEN LÂCHER !

Il faut inverser le cours des choses : Imposer une augmentation des salaires et des minimas sociaux de 300 euros pour tous et toutes, avec un minimum à 1 500 euros. Maintenir la retraite à 60 ans, avec 37,5 annuités. Accorder une allocation pour tous les jeunes de 18 à 25 ans. Instaurer une véritable égalité professionnelle entre hommes et femmes.

Pour empêcher les destructions d'emploi, la précarité qui s'installe partout dans les entreprises, comme dans la Fonction Publique, nous militons pour l'interdiction des licenciements, la réduction et le partage du temps de travail pour tous et toutes afin de s'attaquer au chômage !

Contre les licenciements, le chômage, la pauvreté, il faut un plan d'urgence !

NOUS NE CHANGERONS RIEN SANS UNE MOBILISATION LARGE DE LA POPULATION, SANS UN « TOUS ENSEMBLE »

Nous devons lutter pour le maintien et le développement de nos services publics ce bien commun qui permet une réelle redistribution des richesses en assurant à toutes et à tous l'accès à la santé, à l'énergie et à l'eau, à l'éducation et à la formation, aux transports, à la culture...

En votant NPA, nous pouvons à la fois rejeter la droite et sanctionner celles et ceux qui nous expliquent depuis des décennies que le capitalisme est notre seul avenir, qu'il faut se résigner à un système injuste et destructeur de l'environnement.

Si nous avons des élus, ils seront aux services des luttes qui cherchent à imposer ces exigences élémentaires, et ils les défendront au sein du Conseil Régional.

ARRÊT DES SUBVENTIONS PUBLIQUES AUX ENTREPRISES PRIVÉES

La Région Rhône Alpes s'est engagée dans le soutien à des pôles de compétitivité d'ampleur européenne pour créer une « Silicon Valley » s'étendant jusqu'à Genève. Concrètement il s'agit de donner des aides tout azimut aux entreprises privées : prêts directs, subventions, garanties d'emprunt, prise en charge d'installations coûteuses allant jusqu'au ré-aménagement total des territoires. Et le Conseil Régional vient de décider d'annuler la dette de certaines entreprises en raison de la crise !

Le processus démocratique est totalement absent de ces choix politiques : qui décide de produire quoi ? Qu'en est-il du maintien des emplois ? Qu'en est-il de la satisfaction des besoins sociaux ?

Dans le même temps la région développe les partenariats publics privés, c'est à dire privatise la recherche pour qu'elle soit au service des besoins du patronat : C'est tout bénéfique pour les patrons et leurs profits !

La recherche publique est étranglée (université, CNRS), comme l'a montrée la lutte des enseignants chercheurs en 2008-2009.



Nous nous battons pour :

- ▶▶ Supprimer les aides publiques directes et indirectes aux entreprises.
- ▶▶ Obtenir le remboursement des subventions pour les entreprises qui licencient.
- ▶▶ Créer un fonds de soutien aux travailleurs en lutte.
- ▶▶ Maintenir le service public de la recherche et de l'enseignement supérieur.
- ▶▶ Imposer le contrôle des sites nucléaires et industriels à risques pour une sécurité maximum pour les salariés et la population.
- ▶▶ Organiser des référendums pour décider des choix de production et des grands investissements.

SOUTIEN AUX SERVICES PUBLICS ET À LA FORMATION

Dans un contexte de casse de l'Éducation Nationale, il y a urgence à récupérer les 15 millions d'euros de crédits d'investissement votés par la majorité de Jean-Jack Queyranne pour les lycées privés dans le cadre du budget 2010 et à les réaffecter aux lycées publics pour :

La décentralisation cache mal le désengagement de l'État : nous refusons cette logique générale qui pousse à réduire les budgets, mettre en concurrence des organismes de formation, précariser les personnels, privatiser ou supprimer les services au détriment des usagers.

Il faut :

- ▶▶ Confier toutes les missions de formation professionnelle aux organismes publics que sont l'AFPA et le GRETA, pour que soit garantie l'égalité d'accès pour toutes et tous.
- ▶▶ Titulariser l'ensemble des agents, défendre leur statut, revaloriser leur régime indemnitaire.

- ▶▶ Instaurer une gratuité totale des livres scolaires.
- ▶▶ Mettre fin aux délégations de la restauration scolaire à des groupes privés et développer des cantines bio en filière courte.
- ▶▶ Augmenter les effectifs des agents (TOS) pour améliorer leurs conditions de travail.
- ▶▶ Réaffecter aux lycées professionnels les 70 millions distribués chaque année aux employeurs d'apprentis afin d'offrir à tous les jeunes une formation de qualité, en adéquation avec leurs besoins et pas avec les exigences patronales.
- ▶▶ Titularisation de tous les personnels précaires du conseil régional.

LE CAPITALISME : INJUSTICES, POLLUTIONS ET MENACE POUR L'HUMANITÉ...

Le sommet de Copenhague a montré l'incapacité des libéraux à agir contre le réchauffement climatique. Les industries capitalistes continuent à émettre massivement des substances polluantes sans qu'aucun pouvoir politique n'ose les contraindre. L'agriculture intensive détruit la biodiversité, saccage l'environnement et nos réserves en eau sans nous fournir pour autant une alimentation de qualité. Les transports routiers engorgent les vallées alpines et les agglomérations, occasionnant accidents, pollutions et dérèglement climatique...

Par ailleurs le capitalisme c'est la guerre contre les peuples pour perpétuer des occupations coloniales ou assurer la domination des états sur les ressources. Nous soutenons pleinement la campagne boycott-désinvestissement-sanction (BDS) en Palestine, la levée du blocus de Gaza, le jugement des criminels de guerres israéliennes et nous refusons que notre région développe une coopération avec l'État d'Israël. De même nous dénonçons l'envoi des troupes en Afghanistan et exigeons le retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation. C'est des coopérations solidaires fondées sur la justice et l'autodétermination des peuples que nous voulons mettre en œuvre, pas le soutien à l'impérialisme français.

POUR LA GRATUITÉ ET LA QUALITÉ DES TRANSPORTS COLLECTIFS

Le gouvernement Sarkozy et la droite privatisent le rail et poursuivent le tout routier. La recherche du profit entraîne un sous investissement dans les moyens (infrastructures, rames) préjudiciables à la sécurité et à la qualité des transports. Le Conseil Régional a développé les TER, mais il est urgent de les rendre suffisants en nombre et accessibles à tous.

- ▶▶ Gratuité des transport en commun de proximité pour faire reculer l'usage de la voiture.
- ▶▶ Stop aux camions : fermeture des tunnels alpins, interdiction du transport longue distance des marchandises par la route, ferroutage et surtout relocalisation de la production.
- ▶▶ Stop au tout routier : arrêt du financement des projets autoroutiers, instauration d'une « carte orange » payée par les employeurs.
- ▶▶ Développement d'un véritable service public des transports, en milieu rural et urbain, avec des horaires et des fréquences adaptés, réouverture des gares et des lignes de chemins de fer fermées, amélioration des accès (combinaison des différents modes de transport, parkings gratuits).
- ▶▶ Abandon du TGV Lyon Turin : le coût de ce TGV représente 40 années de TER gratuits et sa construction polluera irrémédiablement les vallées et leurs habitants.

IMPOSER D'AUTRES CHOIX POLITIQUES ET VIVRE AUTREMENT :

Favoriser une agriculture paysanne, nourricière et de proximité et développer des débouchés régionaux. Interdire les OGM. Préserver les milieux naturels. Développer les énergies renouvelables et généraliser les économies d'énergie pour sortir du nucléaire.

EN FINIR AVEC LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE : S'OPPOSER À LA TRAQUE DES SANS-PAPIERS ET LES RÉGULARISER TOUS

En finir avec les injustices faites aux femmes : sanctionner les inégalités salariales, défendre le droit à la contraception et à l'avortement, en particulier les centres IVG menacés par la restructuration des hôpitaux, se doter d'un véritable service public pour la garde des enfants et les soins aux personnes âgées, créer des maisons d'accueil pour les femmes victimes de violence... Abandonner les projets pharaoniques (grand stade de l'OL, Jeux Olympiques d'Annecy 2018...). Faire reculer l'invasion publicitaire dans nos villes et nos campagnes, produire et consommer autrement.